



le quotidien

rouge

journal d'action communiste

MARDI 30 AVRIL 1974
NUMERO 7 - 1 Franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaid

DEMAIN !

Demain 1^{er} Mai, pour la première fois depuis 48 ans, le prolétariat portugais pourra célébrer ouvertement la journée internationale des travailleurs.

Par milliers, les bannis, les pros crits, les déserteurs prennent le chemin du retour.

La plus vieille dictature d'Europe s'écroule.

Il faut aller au delà. Soutenir le combat pour l'indépendance sans conditions des peuples d'Angola, de Guinée, du Mozambique ! Défendre sans concessions ni compromis les revendications ouvrières et populaires écrasées pendant un demi-siècle ! Combattre les illusions envers l'armée !

Mais comment ne pas voir dans la chute de la dictature salazariste, dans la suppression de sa célèbre police politique, un signe ? La première secousse de plus vastes ébranlements. Une brèche dans le glacis des dictatures ibériques ?

Et comment ne pas espérer que puisse s'ouvrir bientôt un autre chemin du retour, celui que préparent et attendent depuis si longtemps les générations de militants antifranquistes ?

Les manifestations du 1^{er} Mai de par le monde, manifestations de solidarité internationale des travailleurs, doivent être à la hauteur de ces événements. La situation en France où il y aura deux premiers mai, le premier mai champêtre et le premier mai de rue, n'en est que plus regrettable.

C'était l'occasion de réunir tous les travailleurs, ceux qui votent et ceux qui ne votent pas, les Français avec les immigrés, pour qu'ils expriment leurs espérances et leur volonté communes. Pour qu'ils exigent la cessation de toute livraison d'armes et relations diplomatiques avec les dictatures sanglantes ; l'indépendance inconditionnelle des TOM et DOM ; la reconnaissance des mêmes droits pour les travailleurs immigrés que pour les travailleurs français.

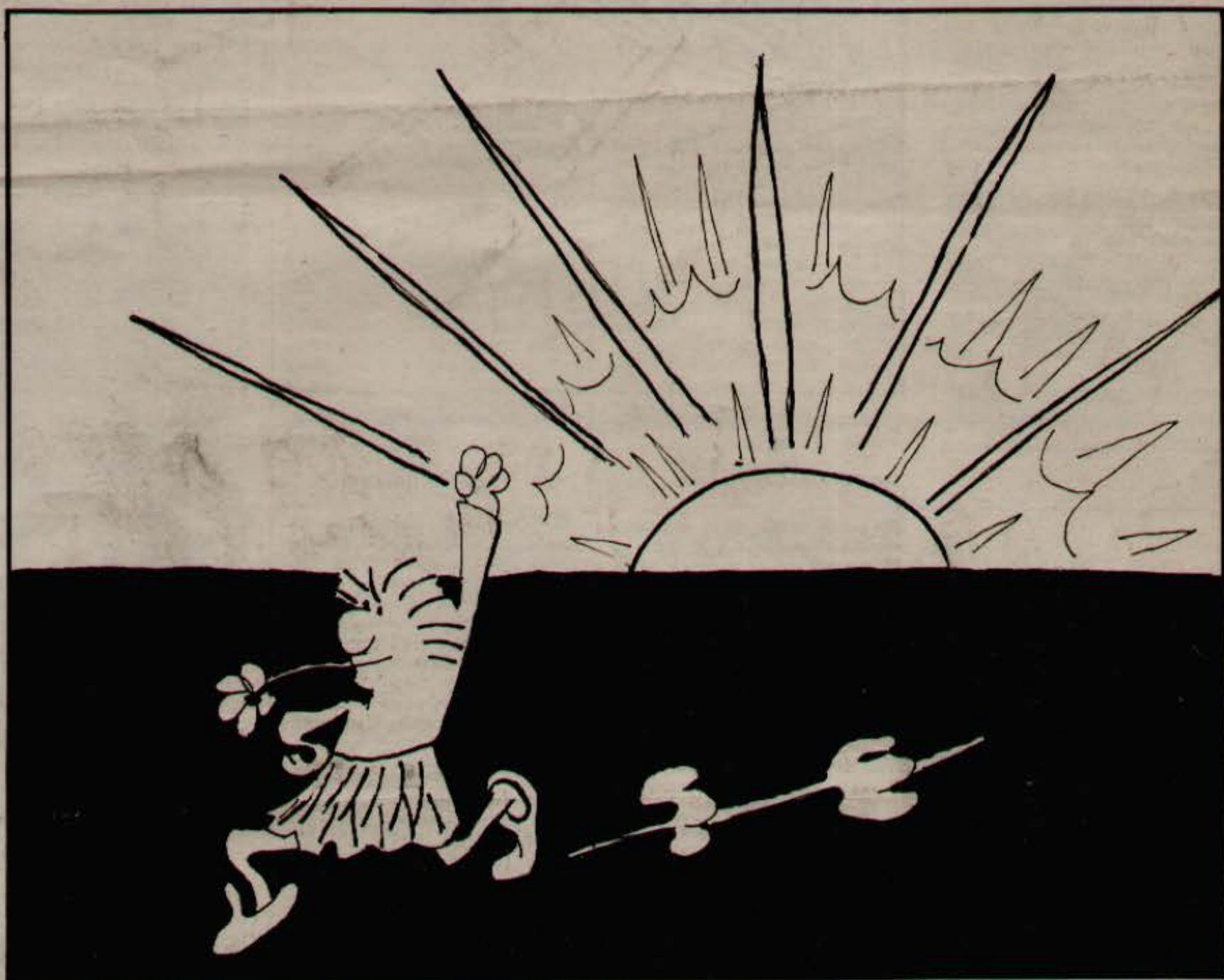
C'était l'occasion de montrer dans la rue où sont et ce que veulent les travailleurs, ce peuple que les Giscard et les Chaban ont le culot de s'annexer dans leurs discours. Et l'occasion de montrer à Mitterrand ce que veulent les travailleurs et qu'ils n'entendent pas laisser leurs revendications au vestiaire, quelle que soit l'issue des élections.

C'était l'occasion... Le PC et le PS, la CGT et la CFDT ont préféré une fête de diversion à La Courneuve, pour donner à ce 1^{er} Mai un air bonasse qui n'effraie personne. Mitterrand n'y fera pas même une apparition pour respecter son rôle de virtuel président de tous les Français.

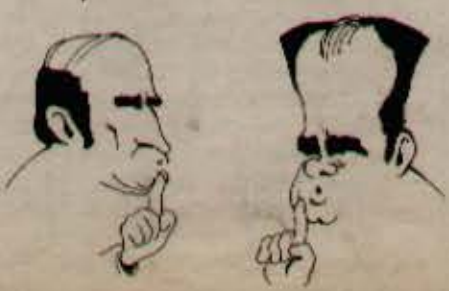
Comme en 69, les révolutionnaires descendront donc dans la rue de leur côté. A la différence qu'ils seront cette fois incomparablement plus nombreux, rejoints par tous les travailleurs et les militants qui ont tiré les leçons du Chili et pour qui les élections ne justifient ni trêve ni pause, ni concessions ni compromis.

LE 1^{er} MAI:

ON MANIFESTE!



SCHUUT !



**MERCREDI 10 HEURES
MANIFESTATION
REPUBLIQUE-NATION
à l'appel de Révolution, LO,
AMR, FCR, PSU, etc...**



Royer :

UN PRODUIT QUI SE VEND MAL

On annonçait l'ouragan, ce n'est qu'un immense éclat de rire. La dérision, arme terrible a fait tourner court la campagne de Royer qui rime désormais avec pied-de-nez.

Celui qu'on avait un peu trop vite baptisé candidat des boutiques, n'est plus que le prof le plus chahuté de France.

Arcbouté à une roue de l'histoire qu'il voulait faire tourner dans l'autre sens, armé de la trilogie vichyste, figé dans le corporatisme qui reniflait le salazarisme, Royer pouvait ressouder les classes moyennes ou archaïques. Il a échoué et les sarcasmes et les lazzi n'expliquent pas tout.

Plus tardive qu'ailleurs, la concentration capitaliste a investi peu à peu le secteur de la distribution. Aujourd'hui, un Français actif sur 6 travaille dans le commerce. Mais le nombre de commerçants indépendant diminue tandis que se développe le secteur capitaliste de la distribution. (281.000 salariés supplémentaires de 62 à 68). Sur 3,6 millions de personnes actives dans le secteur de la distribution, les 2/3 sont salariés. Restent les 1,3 million de travailleurs indépendants à qui s'adressait la loi Royer sur le petit commerce. Leur révolte s'est le plus souvent traduite par des explosions (Poujade, Nicoud). Mais cette protestation reste corporatiste et ne se traduit pas en bulletin de vote. Les petits commerçants peuvent bien barrer les routes, enlever des inspecteurs des impôts, ils continuent de voter massivement pour le régime (44 % aux dernières législatives). La relation entre revendication sociale et son expression politique est loin d'être évidente.

L'ESPACE D'UNE COLERE

A en croire un sondage publié par le « Nouvel Observateur », sur 100 électeurs de Royer, 21 voteraient Mitterrand, 20 Chaban, et 45 Giscard, si le maire de Tours ne se présentait pas. Etonnante constatation. Presque un électeur sur deux n'hésiterait pas à voter pour le ministre des Finances qui a fait met-

tre Nicoud en prison.

Au-delà, se pose la question : la petite bourgeoisie que condamne l'évolution du capitalisme a-t-elle une idéologie propre. Sans doute, l'attachement à l'ordre moral, le respect des valeurs d'autorité racisme latent, le chauvinisme outrancier, le pétainisme fleurissent plus facilement dans les arrières-boutiques. Mais il ne s'agit pas là d'un projet politique réel. La petite

bourgeoisie se retrouve parfois, l'espace d'une colère sur un nom, regroupée par la trouille. Elle penchenaturellement à droite quoique les assurances multiples de respect du petit commerce que multiplient ces temps-ci Mitterrand et Marchais commencent à porter. Il reste que cette couche sociale n'est pas une force politique homogène. Royer est en train d'en faire l'expérience.



méfaits divers

Des arguments frappants



Le samedi 27 avril, Chaban-Delmas est venu faire un meeting au Centre culturel de Chelles. Il y fut bien sûr question de la « nouvelle société ». Dans les discours à l'extérieur, elle montrait son vrai visage : deux cars de C.R.S., un car de police à 200 m, prêt à partir... et 60 S.A.C. filtrant l'entrée du meeting. Voici le témoignage d'une personne qui était sur les lieux :

« 9 h 30 — J'arrive au Centre Culturel avec 3 copains. Là je retrouve quelques autres copains qui avaient déjà essayé en vain de rentrer. Nous essayons à nouveau, mais tout de suite on nous barre l'escalier, sous prétexte qu'il n'y a plus de place, alors que d'autres gens, eux, peuvent monter. Nous retournons dans le hall et nous retrouvons à peu près à une quinzaine. Alors les S.A.C. s'énervent et nous refoulent brutalement vers la sortie, coups de poings à l'appui. Puis, dehors, ce sera la charge. Les copains s'enfuient en mobylette, poursuivis par les S.A.C. en voiture : un copain sera rattrapé, renversé de son solex, par cinq ou six types dont deux sont connus pour leurs exactions à Chelles. Il s'agit de RUC et de LEMAITRE. Matraquages, qui aboutirent à ce que d'autres copains soient eux aussi blessés. Une plainte a été déposée ».

A Chelles, c'était un meeting Chaban. A Brest, la semaine dernière, ce fut un meeting Giscard qu'un médecin brestois, le Docteur Mahé, âgé de 28 ans a été

sérieusement malmené. Il témoigne : J'assistais au meeting et je me trouvais dans une des tribunes, à la droite des orateurs, lorsque j'ai fait une remarque à un garde du corps du candidat : c'est une bien sale besogne que vous faites là. Combien êtes-vous payé pour ça ? ». Alors, il m'a soulevé de terre et précipité dans les escaliers. Bilan, quatre fractures, dont une ouverte et 45 jours d'arrêt de travail. La police n'ayant pas enregistré ma plainte, j'ai écrit au Procureur de la République ».

A Brest, c'était un meeting Giscard. A Tours c'était Royer, 300 personnes dehors se sont vues fermer successivement les trois portes de la Mairie. On a même vu un vieux monsieur dire, indigné « c'est honteux de voir ça, moi, je me rappelle, en 34, c'est comme ça que ça a commencé ». Les nervis du S.O. ont cogné quelques personnes qui voulaient entrer.

A la sortie, les contradicteurs ont fait une haie d'honneur aux cris de « Heil Royer », à la France propre qui sortit de la réunion. C'est alors que les nervis du S.A.C. ainsi que ceux de la N.A.F., de la C.F.T. et du G.A.J. (entre autres un certain Charost, petit chef de la ville), qui assuraient le S.O. ont foncé, tabassant, organisant la chasse à courre, jetant deux personnes dans le bassin de la place, essayant de déshabiller une fille.

Voilà : Chelles, Brest, Tours, Chaban, Giscard, Royer : des discours différents, des méthodes identiques.



Le Cavalier sert Giscard

Le service d'ordre de Giscard d'Estaing vient de s'enrichir d'une recrue de choix : Gilbert le Cavalier en fait désormais partie. Ancien garde du corps de Charles Lascorz, principal inculpé de l'affaire de l'ETEC, on le retrouve auxiliaire des flics lors de certaines manifestations... et actif membre du service d'ordre d'Ordre Nouveau, en particulier lors du meeting que tentera de tenir le groupe nazi en mars 71, au Palais des Sports.

Par ailleurs, le « Figaro » du 29 avril, termine son article sur Giscard d'Estaing de la façon suivante :

« Il faut encore et surtout noter deux choses. D'abord les propos, comment les qualifier ?, tenus à Nice par le

Maire M. Médecin qui, effectuant les « basses besognes » pour son candidat, qualifie le meeting tenu la veille par M. Mitterrand de « horde sauvage » QUI A SEMÉ PARTOUT LE DESORDRE ET LA SALETTE » pour lui opposer « la France saine représentée par M. Giscard d'Estaing ».

« Et comment, aussi passer sur la brutalité d'un service d'ordre nombreux et musclé, beaucoup trop, qui bouscule les journalistes, malmène les contradicteurs de bonne foi et ne laisse pas d'inquiéter sur les incidents qui pourraient survenir dans la semaine qui vient. L'extrême-droite assure la sécurité de M. Giscard d'Estaing et de ses meetings. Il fallait le dire ».

en raison de la journée du 1^{er} Mai le Quotidien Rouge ne paraîtra que jeudi

CHABAN AU HAVRE

Chaban devait visiter la bonne ville du Havre dans la journée du 29 avril. A son arrivée, une centaine de personnes, groupées aux abords de la salle ont sifflé le candidat de la majorité. Puis les manifestants dont le mot d'ordre dominant était Mitterrand-Présidente, ont tenté de barrer la route que devait emprunter le candidat godillot. Il fallut la police pour que Chaban sorte de son meeting en tout tranquillité, avant de se rendre à Dijon.

L'AFP signale d'autre part qu'un membre du GAJ (groupe d'extrême-droite) s'est fait proprement tabassé par le SO de Chaban (tant qu'ils se mangent entre eux).

Toujours est-il que Chaban se rappellera du Havre.

GISCARD ET LES COLONS

Les locaux électoraux de Giscard, sis 41 rue de la Bienfaisance dans le VIII^{ème}, ont une vague odeur tropicale. Actuellement siège du « Comité Central du rayonnement français », ils sont la propriété d'un dénommé Rioud, journaliste de son état, en fait financier enrichi par les combines coloniales. Cet hôtel de la Bienfaisance portait anciennement l'enseigne « Comité Central d'Empire ». Traduisez : le groupe de pression des grandes affaires coloniales à l'époque de l'impérialisme florissant, de l'empire colonial. Principal animateur : papa-Giscard, Edouard de son prénom. Toute sa fortune fut édiflée sur les pas des guerriers tricolores, légionnaires et autres crapahuteurs, qui répandirent la mitraille française de l'Indochine à l'Algérie.



Hier soir au grand jury de R.T.L. Le Pen

Mitterrand accepte l'héritage des institutions gaullistes.

ABROGATION DE LA CONSTITUTION DE 58

● L'élection de Mitterrand à la présidence de la République porterait le coup de grâce au régime bâtard instauré par le gaullisme. A condition d'apporter une réponse résolue, offensive, appuyée sur la mobilisation populaire, à la crise des institutions. Giscard l'a compris. Et il exploite le thème, jusqu'au chantage. Si Mitterrand est élu, dit-il en substance, nous aurons toujours la majorité à l'Assemblée pour censurer le gouvernement de gauche mis en place. Il y aura alors de nouvelles élections, plusieurs mois d'instabilité, d'inquiétude, de laisser-aller dans la direction de l'Etat (de quoi faire trembler les chaumières, apeurer les petits épargnants). Puis, si la majorité reste la majorité à l'Assemblée, recousue devant le péril Rouge (et le découpage des circonscriptions, le système électoral lui donne bon espoir), alors Mitterrand devrait soit accepter un gouvernement « conforme à la nouvelle majorité », soit se démettre.

Nous disons, accepter de gouverner au nom des travailleurs dans le cadre de la Constitution gaulliste de 58, c'est se passer la corde au cou, se lier les mains. C'est pourquoi le Programme d'Action de Rouge avance parmi les dix mesures d'urgence en cas d'élection de Mitterrand : « l'abrogation de la Constitution, la dissolution du Parlement, la convocation d'une Assemblée Constituante représentant les comités d'usine, de localité, de quartier ».

Le problème s'était déjà posé à l'occasion des législatives de mars 73. Dans les débats publiés, les interlocuteurs du PCF et du PS nous répondirent alors : pas de juridisme, il y aura mieux à faire. Comme l'exposait Mitterrand lui-même à l'occasion des législatives : « quant à la Constitution, la gauche ne demande pas qu'elle disparaisse et borne son objectif à la révision des ar-

ticles qui ont facilité l'instauration du pouvoir personnel. Cette modération s'explique par le souci de ne pas se laisser distraire des problèmes sociaux et économiques sur lesquels sera jugée dans l'immédiat son aptitude à gouverner ».

On voit bien aujourd'hui que la gauche, qu'elle le veuille ou non, rencontrera sur sa route l'obstacle des institutions dès les premiers pas. C'est normal : les institutions ne sont qu'une pièce de la machine d'Etat constituée par la bourgeoisie à son propre usage.

Si Mitterrand esquive le problème, c'est qu'il n'a aucune intention de toucher à cet appareil d'Etat. Il songe plutôt à l'améliorer en le rationalisant. Ce qu'il reproche au régime gaulliste, c'est sa bâtardise plutôt que sa nature de classe : « Ma conviction est qu'un régime présidentiel (dans son exacte acceptation), tempéré par la représentation proportionnelle à tous les niveaux garantirait l'exercice de la démocratie beaucoup mieux que le système actuel. Mais l'expérience m'a appris que les institutions sont bonnes ou mauvaises selon celui ou ceux qui les appliquent ». Faites-moi confiance, en quelque sorte ! Il suffit de changer l'homme, et d'utiliser pour une bonne cause les institutions telles qu'elles sont. Mitterrand veut un régime présidentiel franc et net. Ce qui nous amène assez loin du socialisme auto-gestionnaire : qu'auto-géneraient les travailleurs, à l'ombre de la Constitution de 58 tout juste amendée, et sous l'autorité sans partage d'un président, un seul, élu au suffrage universel ?

LE NOEUD COULANT

Tel est le fond du problème. Et si Mitterrand se dérobe aux questions embarrassantes de Giscard, c'est qu'il ne veut pas davantage toucher aux lois bour-

geoises qu'au profit capitaliste. Car, s'il le voulait, les incohérences de la Constitution actuelle lui laisseraient encore une issue. L'article 89 de la Constitution qui traite de la révision constitutionnelle prévoit que l'Assemblée et le Sénat soient consultés avant toute modification. Mais la révision de 62 (Instituant l'élection du président au suffrage universel direct) et celle de 69 (qui envisageait la réforme des régions) procédaient directement d'un référendum, en vertu de l'article 11 de la Constitution qui permet au président de faire plébisciter ses initiatives par-dessus la tête des assemblées...

Mitterrand élu pourrait donc recourir à un référendum constitutionnel, abaisser le droit de vote à 18 ans, instaurer la proportionnelle, et mettre fin avant des législatives au découpage qui assure à une minorité électorale une majorité parlementaire. Il n'en est pourtant pas question. Il risquerait d'effrayer la bourgeoisie en touchant, même respectueusement à la clause sacrée de l'Etat.

Au Chili, avant d'accorder l'investiture présidentielle à Allende, la Démocratie Chrétienne majoritaire au Parlement, précisait la condition : ne pas toucher aux piliers de l'Etat. « Nous voulons un Etat de droit... Sans intervention d'autres organes de fait qui de fait régneraient au nom d'un soi-disant pouvoir populaire ». C'est-à-dire : pas de comités populaires, pas de pouvoir direct des travailleurs, respect des institutions. Et aussi : « Nous voulons que les forces armées continuent d'être une garantie de notre système démocratique. Ce qui implique que soient respectées les structures organiques et hiérarchiques des forces armées... ». C'est dans cet esprit que, préalablement à l'investiture d'Allende, la Chambre adoptait un « statut des garanties » qui codifiait les limites légales impar-



ties à l'UP : respect de la propriété, inamovibilité des fonctionnaires... En acceptant ces conditions, l'UP et Allende posaient la tête sur le billot. Mais avec eux, hélas, des milliers de travailleurs.

Mitterrand, lui, accepte d'emblée la Constitution telle qu'elle est. C'est son gage de bonne foi offert à la bourgeoisie.

C'est pourquoi, il faut lancer dès à présent le mot d'ordre d'abrogation de la Constitution et d'Assemblée Populaire constituante, seule voie radicale pour briser le piège des institutions et faire naître une nouvelle légalité issue de la mobilisation ouvrière. Le respect des institutions, c'est le respect de l'Etat bourgeois, c'est déjà la capitulation.

aujourd'hui Régis Debray

INTELLIGENCES SERVILES

● « Permettez que se confesse un peu, au risque de vous décevoir, un amoureux de la France. » Devinez un peu qui nous tient ce langage de Barrés corrigé par Aragon, de Péguy chanté par Ferrat ?

Devinez un peu...

« En nous rendant un passé, François Mitterrand, représentant la gauche unie, a débouché l'avenir. Quoi qu'il adienne demain, nous n'aurons plus jamais honte d'être Français. » Cocorico ! C'est Chantecler ? Non, Régis Debray.

Il ne nous déçoit pas, il se confirme, dans les colonnes du dernier numéro de « l'Unité ». Et ça s'appelle « Retour à la France ».

« On ne donnera pas à la France un visage digne de son passé au nom de Trotsky, de Mao ou de Lénine. Gageons que si Lénine s'était réclamé devant son peuple de Jaurès ou de Jules Guesde, plutôt que de Tchernychevski, ou si Mao s'était baptisé le meilleur disciple de Gramsci et non de Sun Yat Sen, ils n'auraient pas été bien loin. C'est parce que Fidel Castro a assumé l'héritage de José Martí qu'il a pu donner à Marx une progéniture américaine. »

Halte-là. C'est pas les jeux olympiques du socialisme. Lénine

s'est aussi réclamé de Marx qui était allemand, et Mao de Lénine qui était russe. Si Guesde ou Jaurès n'auraient pas beaucoup aidé Lénine, c'est pas parce qu'ils étaient français, mais parce que Guesde était ministre d'un gouvernement d'union sacrée !

« Pour inventer son chemin, le candidat unique de la gauche se guide sur les étoiles de 1789, 1848, 1936. La Révolution d'Octobre, la Longue Marche, la Sierra Maestra, elles ne font pas partie de son firmament. » Magistrale opposition de la tradition réformiste nationale à la tradition révolutionnaire internationale. Et magistral oubli de la Commune de 71, qui entrerait mieux dans la seconde que dans la première. D'ailleurs, quand Debray évoque la Commune, c'est à travers la Butte Rouge, « chanson de Communistes » selon lui, ce qu'elle n'est pas.

Pour Debray, Mitterrand c'est le retour à la France. La France de Louis Blanc, de Lamartine, de Millerand, de Guesde, de Blum. Pourquoi pas de Guy Mollet, qui en est le dernier maillon ? L'héritage est lourd. Et on comprend que ni Marx ni Lénine n'aient rien à faire en cette confrérie de bons français.

Après le Chili France-Matin

● Le 24 avril dernier paraissait à Nice un « journal » du nom de France-Matin, tiré à un million d'exemplaires. Annonçant en cas de victoire de Mitterrand une série de rationnements, d'émeutes et de dévaluations.

Mais demain, si Mitterrand arrive au pouvoir, quelles garanties les travailleurs auront-ils que cette opération ne se reproduise pas, à une plus grande échelle, à longueur des colonnes de la presse bourgeoise ?

Mais l'exemple chilien nous rappelle comment la bourgeoisie entend utiliser les moyens d'information dont elle dispose au service de la stratégie de tension contre un gouvernement de gauche, face à la classe ouvrière. Les principaux journaux chiliens, « El Mercurio », « La Segunda » ou « La Prensa » ont préparé directement le coup d'Etat sanglant du 11 septembre 73. Aujourd'hui, ils publient les avis de recherche contre les militants de l'Unité Populaire et du MIR. Au Chili, il existait 155 émetteurs radio diffusant sur ondes longues. Sur ce nombre, la gauche n'en contrôlait que 40.

En cas de victoire de l'Union de la Gauche, ce sera aux travailleurs de mener les contre-offensives contre l'information de tension de la bourgeoisie, en contrôlant l'impression, en occupant les entreprises de presse, en développant leurs propres réseaux de communication.





la campagne

HIER SOIR LE F.C.R. AU PALAIS DES SPORTS

A l'heure où nous mettons sous presse, le meeting FCR de la Porte de Versailles à Paris n'est pas encore achevé. C'est dans une ambiance surchauffée que plusieurs milliers de participants se pressent sous la voûte décorée du Palais des Sports. Sur les banderoles très kitch (roses, jaunes, saumon, violet, vert) les mots d'ordre des révolutionnaires en campagne : SAC, CDR, CFT, ils ne sont pas élus, ils restent en place.

Travail, Famille, Patrie, y'en a marre prennent place aux côtés du mot d'ordre central du FCR dans cette campagne présidentielle : pour un gouvernement des travailleurs, ni trêve, ni compromis ! L'assemblée scandé des mots d'ordre plus traditionnels : Non, non, non à la dissolution de la Ligue Communiste, vive le Front Communiste Révolutionnaire. Le meeting commence par un message du groupe Combate Operaio, groupe sympathisant de la IVème Internationale qui rappelle qu'avec le régime de Caetano, c'est la plus vieille dictature d'Europe qui vient de s'effondrer. La parole est donnée au candidat des travailleurs immigrés Djellali Kamel qui rappelle qu'il n'y a qu'une seule classe ouvrière et que les patrons sont les mêmes pour les ouvriers français et immigrés. Un travailleur de la Brinks viendra ensuite rappeler que tout n'est pas qu'ordre et paix sociale dans cette campagne électorale. Les militants ont la surprise de voir prendre la parole le camarade

Ernest Mandel qui n'a pas pris le temps de demander l'autorisation de rentrer en France au ministre (pour combien de temps encore) Chirac. Après un message du Comité d'Action des Prisonniers.

Le camarade Philippe Pierre Charles, membre de la direction du Groupe Révolution Socialiste, section antillaise de la IVème Internationale, rappellera que le colonialisme français n'est pas mort et qu'il sévit et tue encore à quelques milliers de kilomètres de la métropole. Face à la bourgeoisie et au réformisme, il n'y a aux Antilles qu'une seule solution : l'indépendance et la révolution socialiste. Un camarade soldat, membre du Front des Soldats, marins et Aviateurs Révolutionnaires, explique comment l'armée de guerre prépare aujourd'hui les contre-offensives bourgeoises de demain contre l'essor de la classe ouvrière. Il mettra l'accent sur la nécessité, pour les appelés, en cas de victoire de l'Union de la Gauche, par exemple, de s'organiser pour faire aboutir leurs revendications et interdire les complots putschistes des crevures galonnés.

Enfin le meeting sera clos par l'intervention du camarade Alain Krivine, qui, après une analyse de la situation politique, de la crise de la bourgeoisie et des impasses réformistes, définit comment les révolutionnaires entendent organiser la défiance de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et les illusions de l'Union de la Gauche.



SOUSCRIPTION

Faire entendre la voix des révolutionnaires, celle des travailleurs, des femmes, des jeunes en lutte, ça coûte cher. Même très cher. Quelques exemples parlants :

- l'affiche d'appel au meeting du Palais des Sports = 6000 F
la location de la salle = 24.000 F
la décoration (frais réduit) = 2000 F
les frais de sono, tribune, etc. = 2000 F
- Le seul meeting parisien du Palais des Sports nous coûte donc 37.000 F !
- Un encart publicitaire pour le Quotidien Rouge dans le Monde coûte 4000 F
- L'ensemble des voyages en province d'Alain Krivine coûtera, globalement, plus de 20.000 F (et il ne voyage pas en première classe).

Et la liste n'est pas exhaustive !

Souscrire, c'est faire acte militant, c'est soutenir concrètement la campagne que mènent le Front Communiste Révolutionnaire et « Rouge ».

UNE SEULE SOLUTION : LA SOUSCRIPTION !

Des cartes postales à dessins sont sorties, dans le cadre de la souscription. Envoyez vos commandes au Quotidien Rouge, 10, impasse Guéménée, 75004, Paris.

RAPPEL : les responsables de la diffusion, dans chaque ville, doivent faire parvenir leurs envois à Paris, chaque semaine, selon les modalités indiquées précédemment.

SOLDE ANTERIEUR	38939,42	CACHAN	500,00
F.R. PARIS 20	100,00	MELUN	100,00
P.V.D. St MANDE	50,00	travailleur ALSTHOM St OUEN	100,00
C.K. CENSIER	350,00	SAINT-DENIS	300,00
Lycéen de Châtenay Malabry	42,00	CR PARIS 11	100,00
CR CHATEAU-THIERRY	200,00	CR PITIE	20,00
Collecte Librairie Rouge	208,00	St MAUR et CRETEIL	1110,00
CR CHATEAU-THIERRY	100,00	BONNEUIL	100,00
Assurances Générales de France	100,00	CR PARIS 16	70,00
Collecte Librairie Rouge	85,00	CACHAN	1830,00
P. GARCHES	80,00	BAGNEUX	500,00
O.R. AIX	35,00	CHATILLON	285,00
MACON	80,00	ANTONY	50,00
L.P. LA BRESSE (88)	50,00	C.F. ATHIS-MONS	200,00
M et Mme D.J. MONTPELLIER	20,00	M.H. PARIS 18	100,00
V.B. BESANCON	100,00	R.L. REIMS	250,00
D.C. PARIS 15	300,00	G.B. GUERET	200,00
SARTROUVILLE ET POISSY	373,00	M.F. ATHIS-MONS	150,00
A.T. PARIS	10,00	Diffuseurs NANCY	1220,00
S.H. EPINAY	60,00	F.C. et F.J.P.	100,00
GT Pitié Salpêtrière	60,00	R.J. et G.B. PARIS 18	100,00
Diffuseurs PARIS 13	190,00	A.M.C. LYON	1000,00
Diffuseurs PARIS	110,00	O.P. PARIS	1000,00
Diffuseurs RUEIL	170,00	P.d'O. CHAMPIGNY s/MARNE	50,00
Diffuseurs NANTERRE	710,00	J.D. ORLEANS	500,00
Travailleurs RATP PARIS 18	58,50	F.M.R. LE DRAMONT AGAY (83/50,00	
Diffuseurs PARIS 12	250,00	D.J. CADENET (84)	50,00
MELUN	100,00	E.S. Ste FOY les LYON	10,00
YVELINES	32,00	PARIS	100,00
GENEVILLIERS	210,00	L.J.K. (USA)	100,00
Un postier de PARIS 17	15,00	Collecte Librairie Rouge	127,85
Diffuseurs PARIS 4	560,00		
BAGNEUX	250,00		
		TOTAL	54370,77

LE PROGRAMME D'ACTION DE ROUGE

Une arme pour les combats futurs.

Le programme d'action présenté par ROUGE fut écrit avant la mort de Pompidou.

La disparition brutale du président des banquiers met à nu la crise profonde qui divise aujourd'hui la bourgeoisie française et fait apparaître avec les frères ennemis Chaban, Royer et Giscard tout ce que l'unité de la majorité avait d'artificiel.

La bourgeoisie s'inquiète de la crise qui traverse son appareil de domination politique. L'élection de CHABAN, de GISCARD, ou de MITTERRAND ne nous est pas indifférente quant à notre axe de programme.

Dans la perspective de la victoire de Mitterrand, cet axe se déplace. La dernière partie « Pour un gouvernement des travailleurs » souligne la nécessité dans cette perspective de la lutte pour l'AUTO-ORGANISATION et l'AUTO-DEFENSE DES TRAVAILLEURS.

Les embryons de comités nés en Mai 68, les multiples exemples d'AG de grévistes, de comités de grève apparus lors des dernières luttes ouvrières devront être généralisés. C'est là le cadre de débordement des perspectives réformistes de l'UG.

La création, le développement et la coordination des comités d'usine, de localité, de quartier, composés de délégués élus et révocables est la seule voie qui permette aux travailleurs de prendre en main leurs propres affaires et d'opposer centralement leur pouvoir à celui de la bourgeoisie, de mettre à l'ordre du jour la destruction de l'état bourgeois, le



renversement du vieux monde.
Ni trêve ni compromis
Une seule solution, la Révolution !

VOUS VERREZ LEURS BINETTES

FRANCE-INTER			
MARDI 30	12 h 05	A. LAGUILLER	(8 minutes)
VENDREDI 3	19 h 20	A. KRIVINE A. LAGUILLER	(5 minutes) (5 minutes)
T.V. 1ère et 2ème CHAINES			
MARDI 30	13 h 05	A. KRIVINE	(18 minutes)
JEUDI 2	20 h 35	A. LAGUILLER	(9 minutes)
VENDREDI 3	20 h 35	A. KRIVINE A. LAGUILLER	(5 minutes) (5 minutes)

pointes rouges

meetings

REUNION-DEBAT, St-OUEN
Préau Ecole Michelet
rue du Dr Bauer
Mardi 30 avril - 20h30

TARBES
Meeting le 30 avril à 21h
Salle de l'A.D.P.L.T.
10 rue des Cultivateurs

LANNEMEZAN
Jeudi 2 mai à 21h
Salle des Fêtes

LOURDES
Jeudi 2 mai à 21h
Salle du Tribunal

AGEN
* Jeudi 2 mai à 21h
Rotonde du Stadium
Projection de films
* Vendredi 3 mai à 21h
Villeneuve sur Lot
Salle de la Mairie

BESANCON
Théâtre Municipal
avec Alain Krivine et un travailleur des banques

ST ETIENNE
Meeting FCR le 2 mai 20 h
Amicale laïque Tardy
Pour le socialisme, quelle voie ?

RIVE DE GIER
Meeting FCR le 2 mai
Salle de la Justice de Paix
18 h 30

30 avril
LILLE, avec Alain Krivine
Salle de la Marbrerie
20h - Fires - Lille

BORDEAUX, avec Gérard Filoche
Etablissement Municipal, Grand Parc
20h - Cité Grand Parc

RUEIL (92)
Ecole Jules Ferry
20h. « Luttes ouvrières »

AIX EN PROVENCE, avec Yves Saless
20h30 - Palais des Congrès

METZ, avec André Fichaut
La Maison Rouge
20h30 - Rue du Coëtlossunet

ARGENTEUIL
19h - CES Joliot-Curie
« Quelle école voulons-nous ? »
1er mai

LIMOGES, avec Alain Krivine
20h30

2 mai
NANTERRE (92)
Ecole du Petit Nanterre
20h - « Les immigrés »

DENAIN (59)
20h - Restaurant Municipal

MARSEILLE (13), avec Alain Krivine
20h30 - Salle St-Georges
Avenue de la Corse

MONTPELLIER, avec Jeannette Habel et Djellali Kamel
20h

PARIS-ORTF, avec Daniel Bensaïd
20h30 - 44 rue de Rennes
Paris (5ème)

STRASBOURG, avec Henri Weber
20h30

HOUILLES (92),
20h30 - Salle Municipale

SURESNES
20h

LES PETITES BLEUES DE LA SALPÊ

L'École d'infirmières de la Salpêtrière est la plus importante de la région parisienne. Elle compte 500 élèves, en prévoit 700 pour l'an prochain. Les «bleues» de la Salpê sont parties en flèche, décidant après la manif du 25 de faire grève jusqu'au 29. Elles défendent la revendication « avancée » apparue dans les Assemblées Générales, un salaire pendant les deux ans de formation :

« Les 2/3 de notre temps d'étude consistent en stages à l'hôpital : 4 heures tous les matins et 4 mois à temps complet en 2 ans. C'est un véritable travail. L'essentiel de notre formation. On nous fait prendre des responsabilités en stage qu'on n'est pas censées avoir acquises en cours. Alors ? »

La moitié d'entre elle vient de province. Elles sortent du lycée, passent un concours d'entrée dans l'école si elles n'ont pas le bac.

« Le contact avec l'hôpital est brutal. On est tout de suite confrontées à des coups durs, sans être préparées ».

Jeanne (18 ans) explique :

« Je suis en première année. Au stade du programme, je suis censée savoir laver des seringues, faire une asepsie et une intra-musculaire. Seulement ce matin, dans le service de neurologie, il y avait 26 malades pour une seule infirmière. Un malade avait une veine claquée. C'est moi qui me suis chargée d'arrêter à temps sa perfusion ».

Marianne (19 ans) :

« Dans une autre école, une élève a fait un stage dans un service de gynéco-obstétrique. Est arrivée une femme algérienne qui avait déjà eu 13 enfants. Elle était enceinte de 7 mois. Elle s'était posé une sonde un mois auparavant. Elle avait des hémorragies. L'interne de garde a refusé de s'en occuper : « J'en ai marre d'avorter des Algériennes ». De toute façon, il y avait un accouchement en cours dans le service. L'infirmière qui avait fait elle-même un avortement un mois plus tôt a eu une crise de nerfs. Et la petite « bleue » s'est retrouvée seule en face de cette femme. Le gosse commençait déjà à sortir. Elle a pu se débrouiller parce qu'elle avait eu une formation par des médecins du MLAC. L'interne a fait le curetage ».

Evelynne (22 ans) :

« Dans les stages, on se forme toutes seules. Finalement, on y fait les mêmes tâches, qu'on soit en première ou en deuxième année. Même s'il y avait un programme de stage et que le service ait à sélectionner les tâches, le service ne pourrait pas le respecter. Il est incapable d'assurer notre formation, parce qu'il n'y a pas de temps prévu pour ça, qu'il n'est pas payé pour ça et n'a pas assez de personnel ».

« On est considérées à la fois comme des travailleuses et comme des gosses. Mais c'est pénible, nos études. Il faut une méchante résistance. Quand on est malade, il faut rattraper nos stages. Théoriquement, on a droit à 15 jours, mais il faut toujours les rattraper. En fait, on est des apprenties. Au fur et à mesure, les heures de cours dimi-

nuent au bénéfice des stages. Sur 40 heures, on n'a plus que 6 heures de cours ».

UN TRAVAIL D'ADULTES, UN STATUT DE MINEURES

Le tiers des élèves est « interne ». Elles versent à l'administration 100 F sur les 350 F d'indemnité que touchent les élèves infirmières. Mais elles ont des responsabilités d'adultes dans leur travail, partagent les tâches avec les adultes (dans les écoles, il y a en outre un fort pourcentage de « promos », des ex-aides soignantes qui se recyclent et qui sont payées). Elles mènent une vie d'adultes avec une semaine de 40 heures et plus ! Comment peut-on vivre sans l'aide de sa famille avec 350 F par mois ? Elles travaillent au noir, en clinique et font des gardes de nuit. Comment, dans ces conditions, supporter la mise en tutelle et le climat de haute surveillance qui règne dans les écoles ? Quatre monitrices par classe qui surveillent les élèves pendant les cours du prof, les avertissements envoyés aux parents, le renvoi du

cours au moindre retard et le contrôle des sorties pour les internes. Cette discipline tatillonne prépare aux relations hiérarchiques auxquelles les infirmières devront se soumettre dans l'hôpital.

FIN D'UNE IMAGE FEMININE TRADITIONNELLE

Mais les infirmières n'adoptent plus le comportement « conforme » à l'image traditionnelle de la vocation.

Le mouvement de masse qui mobilise les élèves ce printemps va beaucoup plus loin que de simples revendications quantitatives.

« Ni bonnes, ni nonnes » dit un de leurs mots d'ordre.

Dès le début, les élèves infirmières se mobilisent pour transformer leur rapport au travail. Elles transforment en même temps leur rapport au médecin et aux malades. Certaines, formées par le MLAC, contestent déjà le caractère orienté de leur formation et voudraient demander l'étude de la méthode Karman pendant les cours.

LA DEMOCRATIE QUI S'AVANCE

Après la mort d'une jeune femme au CHU Henri Mondor à la suite d'un avortement clandestin, le MLAC avait décidé d'appeler à un meeting pour le samedi 27 dans l'après-midi. Pour ce faire, les responsables du MLAC avaient pris contact avec la municipalité de Champigny (PC) afin d'obtenir une salle. Ce n'est qu'au bout de 10 jours, après avoir été promus de responsable en responsable que le MLAC a eu sa réponse : il n'y a pas de salle libre. Bien sûr, le meeting n'est pas interdit, et la prochaine fois, sans doute, trouvera-t-on une salle. Mais ce sera après les élections...

LA CAMPAGNE DE L.O. :

FILLE DU PEUPLE

Lutte Ouvrière a fait un choix : ramasser le maximum de voix pour apparaître aux yeux des travailleurs comme un parti, certes petit mais néanmoins respectable, avec lequel il faut compter.

En personnalisant à fond sa campagne, en multipliant les attitudes apolitiques appelant seulement à voter Arlette le 5 mai afin de « voter utile », Lutte Ouvrière donne dans l'électoralisme.

Camarades de L.O. quel effet recherchez-vous en martelant l'image d'« Arlette, femme et travailleuse » ? Plus grave encore, à chaque fois que L.O. aborde un problème susceptible de faire clivage, elle le fait en contournant l'obstacle. Arlette parle-t-elle à la télévision de l'avortement et de la contraception, elle « oublie » de parler des mineures !

Interrogée au « Grand Jury » de RTL sur la violence, elle se limite à dénoncer la violence quotidienne de la bourgeoisie, concluant : « Si les travailleurs employaient ne serait-ce que le dixième de la violence que la bourgeoisie utilise contre eux, elle souffrirait la bourgeoisie ». Au fait, Arlette, ce « dixième de la violence bourgeoise » est-ce que les travailleurs doivent l'utiliser ?

Le programme de L.O. ? Attendez, nous verrons bien, « ceux qui ont pris la Bastille

en 89 n'en avaient pas... Vous qui voulez un changement social profond, pour les plus pauvres, pour les travailleurs, vous qui savez que l'Etat opprime, que la loi triche et que l'impôt saigne le malheureux, montrez-le, dites-le ». C'est ce qu'on appelle aller chercher des voix assez loin et sur une base bien maigre.

Lutte Ouvrière qui pense que sa candidature est celle qui représente le mieux aujourd'hui le mouvement révolutionnaire, ne tire pourtant pas publiquement, dans ses émissions de télévision, voire dans les meetings, les leçons de l'expérience chilienne.

Nul doute qu'aujourd'hui, de telles leçons sont plus instructives que le rappel du passé de F. Mitterrand, si chargé soit-il.

Il ne suffit pas de dire « des choses vraies » de dénoncer les conditions de travail, tout cela les travailleurs le savent aussi bien qu'Arlette... parce qu'eux aussi travaillent. Une candidature révolutionnaire ne peut se limiter à la dénonciation du système capitaliste, et du formalisme de la démocratie bourgeoise, elle doit aussi ouvrir des perspectives, montrer comment, en organisant démocratiquement les travailleurs, c'est dans les luttes d'aujourd'hui que se prépare le socialisme de demain.



UN BEAU SLALOM

Dès le numéro 1 du « Quotidien Rouge », nous avons invité par lettre des groupes d'extrême-gauche, en particulier Lutte Ouvrière et Révolution !, à s'exprimer dans nos colonnes sous forme de débats ou de tribunes. Nous en sommes au numéro 7. Ne voyant rien venir, nous ouvrons le débat nous-mêmes, convaincus qu'une franche polémique, renouant avec les traditions de la démocratie ouvrière, ne peut que servir la clarification politique, la préparation des tâches futures.

« Le vote Mitterrand peut améliorer le rapport de forces en faveur de la classe ouvrière (...). Et si, de plus, Mitterrand gagne, ce succès, bien qu'électoral, ouvrira des marges de manœuvre plus importantes à la mobilisation ouvrière et populaire, non pas sur la base d'initiatives réformistes, mais sur la base des luttes dans les entreprises (...). Nous serons à leurs côtés (des travailleurs) le 19 mai en votant Mitterrand, aux côtés des travailleurs qui exprimeront leur volonté de résister et de riposter à la bourgeoisie ».

Tout ça, c'est dans le numéro 54 de « Révolution », qui vient de paraître, sous le titre : « Les révolutionnaires et les élections ».

Position croustillante si on la compare à celle défendue par Révo au moment des législatives dans une série d'articles : « Voter Union de la

Gauche ? » (No 21-22-23). On y lisait : « Pas une voix aux PDG du Parti Radical, aux colonialistes du PS, aux briseurs de grève du PC... Une seule solution : l'abstention ! ».

Alors, qu'est-ce qui justifie un changement si spectaculaire ? Mitterrand n'a-t-il pas derrière lui les mêmes PDG, colonialistes et briseurs de grève ?

Son élection améliorerait le rapport de force ? C'était vrai aussi il y a un an. Elle créerait des conditions propices aux luttes et à l'activité des révolutionnaires ? C'était vrai, il y a un an. A cela Révo répondait : la victoire de l'Union de la Gauche créerait des conditions objectivement plus favorables, mais « en désarmant la classe ouvrière aujourd'hui face à l'offensive bourgeoise, elle ne saurait, malgré elle, l'armer pour les combats de demain ». Mitterrand l'armerait-il aujourd'hui ? La perspective reste la même : trêve sociale, respect de la Constitution, collaboration de classes.

Autre glissement. Le même No 54 de « Révo » publie une lettre ouverte aux militants du PCF, de la CGT et aux lecteurs de l'Humanité. On y accuse « Mitterrand et le PS de vouloir remettre en cause le contenu du programme commun ». Et dans un autre article, on explique que la politique bourgeoise a pu se développer « grâce à la position du PS au sein de l'Union de la Gauche ». A quand le mot d'ordre : PCF, rompez avec le PS ! Appliquez votre programme ! Front unique ouvrier ! Comme si la politique de collaboration de classes de l'Union de la Gauche n'était pas l'aboutissement du programme du PC ! Comme si le PC, à condition de conserver quelques strapontins, n'était pas prêt à prôner lui-même l'élargissement à droite de l'Union de la Gauche ! Comme il l'a fait en 36 en proposant un Front National plus large que le Front Populaire, et en 46 en siégeant dans un gouvernement Bidault !

Ou bien les camarades de Révolution pensent que le PS est un parti bourgeois représentatif. Et alors ils doivent appeler le PC à rompre. Et alors ils ne sauraient appeler à voter Mitterrand sur le seul argument de la dynamique sociale, car ce serait justifier les votes en faveur de Peron en Argentine, et pourquoi pas de Spínola demain au Portugal ?

Ou bien, ils caractérisent le PS comme un parti ouvrier bourgeois, partageant avec le PC un même projet de collaboration de classes. Et alors, il faut appeler à rompre avec la légalité et les institutions bourgeoises, à rejeter tout gouvernement de coalition. Il faut revoir la tactique unitaire et l'orientation dans les syndicats.

On ne court pas impunément deux lignes à la fois !

CONTRE LA CENSURE !

La Commission de Contrôle s'est opposée à ce qu'Arlette Laguiller prononce au cours de son émission télévisée le mot « indépendance » à propos des Antilles. La candidate de Lutte Ouvrière a accepté, ne voulant pas perdre son temps d'antenne. Nous ne pouvons qu'être solidaires et dénoncer une fois de plus les entraves du pouvoir à la liberté d'expression et le colonialisme français.

IL ETAIT UN TEMPS OÙ L'ON NOUS DISAIT....



AUJOURD'HUI, CHARLIE HÉBDO, JEAN-EDER HALLIC, TOUS LES ROIS DE LA FÊTE, LES JOSEURS DE BOMBES, LES SUPERMANS DE LA LUTTE DE CLASSE NOUS DISENT



Hausse des prix :

RENNES, LES EMPLOYÉS DU MAMMOUTH PUBLIENT LEUR PROPRE INDICE

Mammouth-Rennes : une chaîne de grands magasins sur la Bretagne qui soignent leur image de marque à grand renfort de publicité. Un travail exténuant, debout toute la journée, au milieu des éclairages modernes et de la musique ininterrompue. Au début de février, sur trois congés de maternité, il y a eu trois accouchements prématurés : l'une a accouché 48 heures après son départ en congé, une autre a failli accoucher en plein magasin, la dernière a accouché d'un enfant de 7 mois et demi, mort juste aussitôt après.

Vient un moment où l'on ne supporte plus. Des cahiers de revendications circulent par service, par rayon. On les met en commun et on définit des objectifs de lutte, votés en assemblée générale : 1550 F minimum, les 40 heures, une cantine, indemnités de transport, et mêmes avantages pour les employés que pour les cadres (maladie, accident, maternité). Dès ce moment les débrayages se succèdent : fin mars en pleine campagne publicitaire, les serveuses de la Cafétéria laissent les plats refroidir, les caissières bouclent leur caisse devant des files de clients. Panique de la direction. La maîtrise est appelée à la rescousse. Mais les chefs se font engueuler : à deux, ils n'arrivent pas à faire le boulot d'une caissière. On lance quelques conseils aux clients : « Ouvrez les yeux et regardez les prix !, Vérifiez vos tickets... c'est les chefs qui sont aux caisses ! ».

Après ce bon départ, l'action continue : défilé dans le magasin, tracts à la porte du magasin et dans les entreprises. La section syndicale prend contact avec trois organisations de consommateurs (AFP, familles rurales, UFCS). Il faut obtenir le soutien des clients et pour cela il existe un terrain privilégié pour une bataille commune : la lutte contre la hausse des prix. Les employés du Mammouth sont en effet les mieux placés pour dénoncer concrètement la valse des étiquettes dont elles ont les effets sous les yeux chaque jour.

C'est d'abord une conférence de presse ; puis un meeting aux portes du magasin appelé par la section et

l'UL-CFDT ainsi que par les consommateurs. Dans les facultés, les militants de Rouge y appellent également. Résultat : 200 manifestants qui entrent dans le magasin. Tout un travail d'explication fait auprès des clients qui viennent faire leurs courses et lisent attentivement les panneaux. Du coup, certains refusent de payer les marchandises facturées. Enervement des chefs...

N'y tenant plus, la direction ferme son magasin avec deux heures d'avance. Une victoire de la solidarité clients-employés. Plus qu'un simple coup d'éclat : le point de départ d'une lutte prolongée.

Extraits du tract C.F.D.T. distribué aux clients

DES PRIX QUI MONTENT EN FLECHE			
	Octobre 1973	Mars 1974	Augmentation
pâtes Cérés 1 kg	2,00	2,99	40,6 %
Cassoulet 4/4 William Saurin	3,40	4,50	32,4 %
Farine Nestlé Nidine	1,57	2,60	65,6 %
Margarine Perfecta	1,56	2,28	46 %
Un baril lessive La Croix	19,00	22,39	17,6 %
Paquet 6 pointes éponge coton	9,45	13,90	47 %
Riz Oncle Ben	3,80	7,60	100 %

LA MEME SOCIETE : des prix diversifiés !

	MAMMOUTH	SUMA	ECONOMIQUE
Une livre beurre « Grand-mère »	5,99	6,20	6,40
Un camembert « Président »	3,17	3,65	3,80
50 couches « peau douce »	8,20	8,75	10,50
1 litre de vin rouge 11* Beauval	1,69	2,05	2,14
Une boîte sel fin « Cérébos »	1,25	1,45	1,80

SNCF

« J'ai été exclu de la CGT par téléphone... »

« Ce que nous souhaitons pour eux (les travailleurs) demain dans la conduite des affaires du pays, nous le leur reconnaissons maintenant dans la conduite de leurs propres affaires ». C'est Henri Krasucki, dans « France Nouvelle » du 1er avril 74, qui affirme ainsi mettre en accord la pratique de la direction CGT dans les luttes et l'image de la société future qu'elle souhaite. Quand on voit ce qui vient de se passer à Lyon, au mépris de toute démocratie ouvrière, cette affirmation prend un relief inquiétant.

En deux mots, peux-tu dire pour commencer qui tu es et quand tu as commencé à militer syndicalement ?

Je m'appelle Denis Lafontaine, je suis contrôleur de route SNCF à Lyon-Perrache. Je suis rentré à la CGT en 71. Ma première expérience de lutte, ça a été la grande grève nationale qui a duré 12 jours et s'est terminée sur des miettes.

Quelle action syndicale as-tu menée ?

Tu sais, la vie syndicale était très faible ; il y avait très peu de réunions. Avec plusieurs camarades, on a recomposé une section syndicale dont j'ai été élu secrétaire. Et on a tout fait pour développer la vie syndicale : une plate-forme revendicative a été discutée et votée par la section ; on a sorti un journal syndical mensuel. On a aussi fait des réunions inter-syndicales avec la CFDT et on a réussi à avancer une plate-forme commune. C'est alors que j'ai été destitué.

La direction du secteur CGT a pris prétexte d'un conflit avec la direction pour me destituer, en disant que j'étais allé trop loin. Ils m'ont retiré mon mandat de secrétaire et la section technique a disparu.

Alors, tu as arrêté de militer ?

Pas du tout. J'avais gagné l'estime de ceux avec qui je travaillais. Et malgré ça j'ai continué l'animation du travail syndical, en tenant des réunions, en faisant l'information, etc. Il faut te dire qu'à ce moment-là il y avait un ras-le-bol énorme chez les cheminots. Une lutte était

possible, mais le problème à la SNCF, c'est celui de l'extension. C'est pour cela qu'on a convoqué une réunion au mois de juillet de tous les délégués du réseau Sud-Est en vue de préparer un mouvement. A cette réunion, on s'est mis d'accord pour une grève le 26 juillet. Cette grève, la Fédération CGT l'a condamnée en disant que c'était une grève « gauchiste », « irresponsable », et qu'elle refusait de la cautionner. Elle a même sorti des tracts pour nous dénoncer. Malgré ça, le mouvement a été suivi à 98 %.

Quelles leçons avez-vous tirées du mouvement ?

D'abord, qu'il fallait étendre la lutte au niveau national. Ensuite, qu'il fallait mettre sur pied une forme d'organisation démocratique qui permette aux travailleurs de prendre en charge eux-mêmes leur mouvement, en élisant un comité de grève. Et enfin, que dans notre profession de contrôleurs, il fallait frapper fort, frapper à la caisse pour gagner et que pour cela le mieux était un mouvement en période de fin d'année.

Et comment avez-vous essayé de le préparer ?

D'abord, on a demandé à la direction CGT du secteur de convoquer une AG pour reconstituer la section technique. L'AG m'a élu secrétaire. Puis on a tenu des réunions inter-syndicales sur le réseau Sud-Est pour préparer une inter-syndicale nationale. Elle a eu lieu, mais avec



l'opposition des directions CGT et CFDT, elle n'a pas abouti à une grève.

Comment en est-on arrivé à ton exclusion ?

D'abord, ils ont essayé de contester mon élection. J'ai été destitué 3 fois... et réélu 3 fois ! Ensuite, ils ont lancé une campagne de calomnies contre moi et j'ai appris par la bande qu'un processus d'exclusion était engagé contre moi. Des réunions se sont tenues pour m'exclure, auxquelles je n'étais même pas convoqué ! J'ai alors écrit aux différentes instances syndicales et fait appel à la CE contre cette procédure anti-démocratique. Aucune réponse. Finalement, la semaine dernière, un responsable m'a dit que je n'étais plus à la CGT. J'ai alors téléphoné à la direction du secteur qui m'a effectivement dit que j'étais exclu !

Mais comment expliques-tu que la direction de la CGT ait mis tant d'acharnement à t'exclure, au mépris de la démocratie, au risque d'affaiblir l'organisation syndicale ?

Je crois qu'il y a là un problème politique. Je suis membre du Front Communiste Révolutionnaire et mes opinions sont connues. Qu'il y ait différents courants de pensée dans le syndicat, ce devrait être chose naturelle, c'est d'ailleurs prévu dans les statuts. Et s'il y avait un débat démocratique, ça ne devrait pas poser de problèmes. Ce que je trouve inadmissible, ce n'est pas que des militants du PCF dirigent le syndicat si leurs idées y sont majoritaires, c'est qu'ils s'organisent en fraction pour exclure ceux qui ne pensent pas comme eux.

Que vas-tu faire maintenant ?

Tu sais, je suis un militant syndicaliste et j'ai l'intention de me battre jusqu'au bout dans la CGT en faisant appel au Conseil National. De toutes façons, je continuerai à militer.

ils ne respectent pas la trêve



MARSEILLE : 30ème JOUR DE GREVE A HEXA-LIMBOURG

La direction persiste dans son intransigeance. Vendredi, elle proposait de reprendre le travail sur la base de 40 heures sans augmentation de salaire. « La société est au bord de la faillite ; dans les 15 jours ce sera la fermeture avec 200 licenciements » a-t-elle expliqué. Les travailleurs ont répondu en revotant la grève. Le moral est bon. Les grévistes préparent les badges pour le 1er mai.

BREST : 5ème SEMAINE DE CONFLIT CHEZ PEUGEOT

Des salaires ridiculement bas pour une semaine de travail de 46 heures 50, alors qu'on fait payer 29,18 F l'heure de main-d'œuvre aux clients. Malgré les menaces de licenciement, le personnel continue la lutte.

BLOIS : LE CENTRE DE TRI EN GREVE SUR LES EFFECTIFS

Depuis jeudi, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO, grève à 100 % pour 15 postes supplémentaires. Prévue pour trois jours, les travailleurs doivent en tirer le bilan ce matin en assemblée générale et décider de la poursuite ou non du mouvement.

BLINDEX MARSEILLE : LE PATRON SE CROIT AU XIXème SIECLE

Blindex, usine d'accumulateurs et de batteries emploie en majorité des travailleurs immigrés, traités comme des esclaves : le traitement du plomb et de l'acide dans des conditions dégueulasses provoque des brûlures, des maladies de peau et surtout le saturnisme, intoxication par le plomb. A ceux qui amènent un certificat médical, le patron répond : c'est à prendre ou à laisser, tu bosses au même poste ou t'es malade et tu dégages ! Pour un même travail, l'un est déclaré manutentionnaire, l'autre soudeur, un soudeur peut gagner 5,75 francs de l'heure, l'autre 7,35.

Pour diviser : un vestiaire pour les Français, un autre pour les immigrés ! Pas de lait distribué, pas de douche pendant le temps de travail, un quart d'heure de pause seulement, pas de versement des primes d'insalubrité prévu par les conventions collectives.

La dernière : baisse du taux horaire remplacé par des primes qu'il peut supprimer à tout moment, et qui ne comptent pas pour la retraite et les indemnités-maladie.

Il y a deux semaines, il met à pied pour trois jours un immigré qui réclamait la prime d'acide. Le 18 avril, les travailleurs de Blindex partaient en grève...

Pour le soutien : UD-CFDT

CCP Marseille 1274-16

avec la mention « soutien à Blindex ».

Communiqué des Travailleurs Africains du 51, rue de Charonne

Nous sommes 350 travailleurs immigrés africains logeant depuis 10 ans au 51 rue de Charonne (11ème), dans un local où aucune des normes de sécurité requise n'est respectée (menace d'effondrement des plafonds, risque d'asphyxie par les poêles à charbon, etc.).

Entassés dans des pièces exigües, nous sommes privés des conditions élémentaires d'hygiène (4 WC pour tous les occupants, un seul robinet d'eau courante). Les cas de tuberculose se multiplient (60 cette année).

Privés de nos droits les plus élémentaires à la santé et au logement décent, nous dénonçons une telle situation. D'autant plus que comme tous les travailleurs immigrés, des retenues sont faites chaque mois sur nos salaires pour être versées au Fond d'Action Sociale, chargé entre autres du logement des migrants.

Au lieu de nous reloger, les autorités n'ont trouvé d'autre solution que de nous intimider et de nous menacer d'expulsion, ce qui signifierait nous jeter purement et simplement à la rue.

Nous nous sommes donc organisés pour obtenir d'être relogés dans un ou deux foyers de la ville de Paris où nous travaillons tous. Nous formons une communauté et nous n'entendons pas la laisser briser par les manœuvres des autorités. Aussi revendiquons-nous le droit d'être relogés ensemble.

Pour soutenir et populariser notre lutte contre cette expulsion

arbitraire qui nous menace et contre les conditions de vie qui nous sont faites, le plus large soutien nous est nécessaire.

Aussi lançons-nous un appel à tous nos frères immigrés déjà en lutte pour la carte de travail ou pour l'obtention de conditions de vie décentes, ainsi qu'à tous les travailleurs français, pour qu'ils soutiennent notre lutte.

Déjà, un Comité de Soutien s'est constitué, regroupant un grand nombre d'organisations démocratiques et syndicales de travailleurs français et immigrés, qui se réunit tous les jeudis à 19 h 30 au 60 rue de Charonne (11ème) (salle d'alphabétisation au fond de la cour).

— Non à l'expulsion arbitraire des travailleurs africains du 51 rue de Charonne !

— Pour le droit à un logement décent !

— Non à la division de notre communauté !

— Travailleurs français-immigrés, tous unis dans le soutien aux travailleurs africains du 51 !

Le Comité de Lutte des Travailleurs du 51, le Comité de Soutien (UGTSF, ATSGF, GISTI, CIMADE, UL-CFDT, Mouvement des Travailleurs Arabes, Comité de défense de la vie et des droits des travailleurs immigrés, Solidarité des Travailleurs Maliens en France, AESF, AESMF, UNEK, Comité Libération 11-12èmes, Front Communiste Révolutionnaire, PSU, Politique-Hebdo).

portugal

UN GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE ?

● La vie politique a repris au Portugal. Après le retour dimanche de SUARES, leader du PS, on attendait l'arrivée de CUNHAL, dirigeant du PC.

La volonté de la bourgeoisie de mettre en place une solution bonapartiste autour de SPINOLA s'affirme chaque jour davantage.

La restructuration de l'économie, l'insertion dans le Marché Commun, nécessitent une période de calme social. Le scénario gaulliste semble être le schéma de travail des classes dominantes.

Les gages de prudence tant du PS que du PC vont dans le sens d'une réussite de ce projet. Suares a déclaré dès son arrivée à Lisbonne : « L'heure n'est pas aux luttes partisans... », « Nous devons être dignes du moment... », « Le peuple portugais doit donner au monde une image d'humanité, de responsabilité, de discipline ».

Quel meilleur cadre pour le succès de l'opération bonapartiste ?

Mais déjà un certain nombre de désillusions apparaissent pour les militaires :

Le MPLA a déclaré dimanche : « La fédération définie par SPINOLA, c'est-à-dire une fédération dans laquelle le Portugal aurait le dernier mot est inacceptable... Le peuple angolais continuera la lutte jusqu'à la libération totale de l'Angola ».

Le FRELIMO affirme : « Nous ne combattons pas au Mozambique pour devenir des Portugais de peau noire » « Nous combattons pour la liberté et l'auto-détermination. Aussi longtemps que ces buts n'auront pas été atteints on ne pourra se reposer ».

Au Portugal même la défiance entretenue par l'extrême-gauche a un écho certain. La manifestation du Premier Mai, manifestation rouge, est un cadre d'affirmation de la force de la classe ouvrière.

Les illusions réformistes sont fortes mais le contexte politique portugais, les problèmes économiques, la question coloniale sont le ferment d'une radicalisation en gestation.

R. BRESTAR

Arrestation d'un membre de la PIDE.



GAMMA

ENTRETIENS

KISSINGER GROMYKO

● Dimanche soir ont commencé les entretiens entre Kissinger et Gromyko, ministres des affaires étrangères des deux « super-puissances ».

Deux sujets à l'ordre du jour : la limitation des armes nucléaires et la situation au Moyen-Orient.

Après le désengagement entre l'Égypte et Israël, la situation est de nouveau tendue sur le Mont Hermon.

La politique des deux super-puissances est simple : rétablir la paix au Moyen-Orient en renforçant leur influence respective.

Cela ne va pas sans peine. En effet Les États-Unis ont incontestablement marqué des points. La « diplomatie Kissinger » a permis un rapprochement avec l'Égypte. Sadate a trouvé l'aide économique (prêt de 250 millions de dollars) et surtout politique qu'il attendait. Cherchant une négociation avec l'état sioniste, ayant déclenché la guerre d'Octobre pour faire pression dans ce sens, il a vu sa politique avancer. Le retrait partiel dans le Sinaï, le déminage du canal de Suez, le font apparaître comme vainqueur de la guerre du Kippour.

Cette situation met l'URSS dans une position difficile. La pression des masses arabes oblige le gouvernement nationaliste syrien à obtenir lui aussi des concessions dans le Golan. L'intransigeance d'Israël a donc pour conséquence la poursuite des opérations pression sur le Mont Hermon. Et l'Union Soviétique doit, au risque de perdre toutes ses cartes, entretenir un savant équilibre entre son aide militaire à la Syrie et sa volonté de voir aboutir une solution pacifique.

L'installation de Rabin à la direction du Parti Travailleuse Israélien peut permettre un début de négociation pour un compromis dans le Golan. Mais cela implique une neutralisation des commandos palestiniens dont l'activité hante la société israélienne ou parallèlement, les Palestiniens ne sont pas reconnus comme interlocuteurs par l'état sioniste. D'où l'impasse actuelle.

R. BRESTAR

Vietnam

CHABAN D'ESTAING LE PROFIT IMPERIALISTE

● Chaban-Delmas et Giscard d'Estaing défendent, paraît-il, une « certaine idée » de la France : généreuse et indépendante. Ils n'en représentent pas moins une certaine réalité qui fait de la France bourgeoise l'un des pays les plus engagés, après les USA, dans le soutien aux régimes fantoches indochinois.

Giscard d'Estaing et Messmer (soutien du bout des lèvres de Chaban) avaient le douteux privilège d'avoir été invités à Saïgon à la veille de la mort de Pompidou, par Tran Van Don, « vice premier ministre » de Thieu, pour cause de services rendus.

Les industriels français sont en effet parmi les seuls à avoir investi — faiblement il est vrai — au Sud Vietnam depuis la signature des accords (usine Isostat, Citroën, cimenterie).

La France de Pompidou est l'un des rares pays occidentaux (avec la République Fédérale allemande et le Japon) à avoir accordé un prêt (de 100 millions de francs) au régime Thieu, prêt négocié directement entre Chau Kim Nham pour Saïgon et... Giscard d'Estaing pour Paris.

La France de Pompidou — signa-

taire et « garante » des Accords de Paris qui reconnaissent l'existence du GRP — ignore ce dernier. Elle lui refuse aide financière, reconnaissance diplomatique et politique. Jobert (soutien de Chaban) s'écrie même, pour justifier cela : « Quels visiteurs en France iraient voir les autorités de Lozère ! ». Pour Paris, il y a deux Vietnam : Hanoi et Saïgon.

Il faut dire que la France bourgeoise garde de l'ère coloniale d'importantes positions industrielles en Indochine : quasi monopole de la production de boisson, verre, tabac, chaussures, fibre-ciment, oxygène et acétylène, pneumatiques, au Sud Vietnam ; banques, étain et brasseries au Laos... Sans parler des plantations. Elle participe à des projets régionaux impérialistes, tel celui de l'aménagement du Mékong.

CFP et Elf-Erap lorgnent notamment le pétrole « off shore » revendiqué par Thieu. Elle participe aussi directement au projet américain : remplacer l'intervention militaire directe par une « aide » économique multinationale, intéressée et dirigée.

P.R.

SUR LE TERRAIN

● Au Sud Vietnam, la « bataille des communications » (voir le Quotidien Rouge, n° 3) se poursuit, notamment autour de Dak Pek, base fantoche située sur les hauts plateaux du Centre Vietnam, près de la frontière laotienne. A partir de cette base, enclavée dans les zones libérées — et aux dires mêmes de l'AFP — étaient organisées des attaques contre les voies de communication du GRP. Dans la plaine marécageuse des joncs (au nord de Saïgon), pour la première fois depuis le début de la guerre dans cette région, le GRP a engagé des chars d'assaut amphibie (de type soviétique « PT-76 »), dans des combats proches de la frontière cam-

bodgienne. Un attentat à la grenade a fait 17 morts et 118 blessés dans le camp d'entraînement de Lai Thieu, au nord de Saïgon.

Par ailleurs le GRP annonce que, depuis janvier, 6000 désertions environ se sont produites dans l'armée fantoche... La plupart des déserteurs ont rejoint les zones libérées, certains restant cachés dans les zones saïgonnaises. Plus de 200 cas de désobéissance au ordre se seraient aussi produits et une véritable crise de recrutement se ferait sentir, malgré les rafles que le régime Thieu organise fréquemment.

UN 1^{er} MAI DE COMBAT AU SRI LANKA

● Les ouvriers tamils (originaires du Sud de l'Inde) des plantations, sont aujourd'hui les plus touchés : ils ne travaillent souvent que 3 jours par semaine. C'est-à-dire qu'ils ne mangent que 3 jours par semaine, et mal ! Certains en meurent.

Le syndicat CMU (Ceylan Mercantile Union) et le LSSP (R, section ceylanaise de la IV^{ème} Internationale) forment aujourd'hui

la colonne vertébrale de l'opposition ouvrière au régime de Bandaranaike. Ce sont eux qui ont animé la campagne de défense des militants du JVP, toujours emprisonnés. Ce sont eux qui ont organisé une campagne de solidarité envers les travailleurs tamils des plantations : brisant ainsi les profondes oppositions ethniques qui divisent les travailleurs au Sri Lanka.

Actuellement le CMU et le LSSP (R) appellent conjointement à une mobilisation de masse pour le 1^{er} mai. L'impact de cette nouvelle initiative risque d'être très grand parmi les travailleurs qui suivent les syndicats pro-gouvernementaux. Et le « Front Uni » qui dirige l'île semble en train de se lézarder profondément.

P.R.

PROCLAMATION MOTION APPROUVEE EN ASSEMBLEE DE PORTUGAIS, A PARIS (le 26 - 200 personnes)

■ Sûrs d'exprimer les aspirations d'une immense majorité des immigrants portugais en France, nous revendiquons :

1. L'octroi immédiat et sans condition de l'indépendance aux peuples des colonies portugaises.
2. L'amnistie totale et immédiate de tous les prisonniers réfugiés et exilés politiques.
3. L'amnistie générale de tous les réfractaires et déserteurs de l'armée portugaise.
4. L'instauration immédiate de toutes les libertés fondamentales, et tout particulièrement les libertés d'expression, de réunion, d'association et de grève.

Nous revendiquons auprès de tous les gouvernements, et en particulier auprès du gouvernement français, l'arrêt immédiat de tout appui militaire, diplomatique, politique et économique, à la poursuite de la domination coloniale portugaise.

Nous appelons tous les partisans de ces revendications à reprendre ces mots d'ordre.

Nous demandons en particulier à tous les Portugais de s'exprimer publiquement et de rejoindre la manifestation qui aura lieu devant l'ambassade du Portugal (3 rue Noisiel, Paris 16^{ème}, Métro : Dau-

phine).

LE 2 MAI RASSEMBLEMENT 19 H PLACE DE LA MUETTE

UN CAMP D'ESCLAVES AU PEROU

■ Au Chili, les stades servent de camps de concentration ; au Brésil, les Indiens de l'Amazonie ont été exterminés par centaines lors de la percée de la transamazonienne ; pendant qu'au Pérou, un véritable camp d'esclaves a été découvert dans la jungle. La police a découvert plus d'une centaine de travailleurs de tous âges, soumis à la torture, vêtus de haillons, et contraints douze heures par jour à laver le minerai. Tous avaient été contactés pour un travail de trois mois, avec la promesse de très bons salaires et d'une nourriture abondante. Leur trafic aurait porté sur plus d'un million de dollars. Un seul responsable pour tous ces crimes : le capital.

EXPULSION A TOULON

■ Jeudi 25 avril, à 22 heures, la police toulonnaise arrêtait Khalifa Naouar. Celui-ci, travailleur de la STPL (Société des Travaux publics du Littoral) n'avait pourtant rien à se reprocher et ses

papiers étaient parfaitement en règle. Ce qui n'empêcha pas que le lendemain, les flics le renvoyaient en Tunisie en passant par Marseille. Il est vrai que Khalifa avait participé à une grève de la faim.

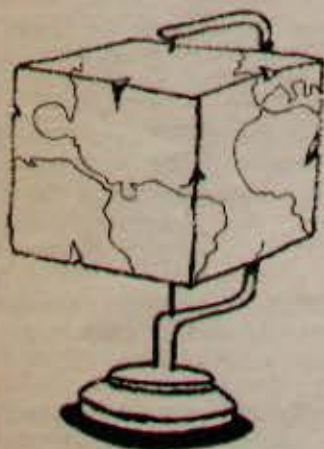
LE PROCES DES BOUES ROUGES

■ Le procès des boues rouges a abouti à une condamnation de trois mois et vingt jours de prison avec sursis pour le directeur de la Montedison. Il était accusé du fait que son usine déversait des déchets toxiques de broxyde de titane dans la Méditerranée.

L'action en justice avait fait suite aux plaintes coordonnées des pêcheurs corses et italiens. Ceux-ci étaient les victimes directes du dépeuplement marin causé par les produits déversés.

La Montedison avait menacé de fermer son usine si elle était condamnée. En fait la riposte immédiate des travailleurs l'avait fait retirer ses menaces et installer un système de neutralisation des déchets.

Aujourd'hui, après la condamnation formelle du tribunal de Livourne, il s'agit d'imposer le remboursement de dommages et intérêts aux pêcheurs lésés.



aux quatre coins



perpignan CAPITALE DE LA TORTURE

Il se passe de curieuses choses au 24ème RIMA de Perpignan. Fin 73, des appelés de ce régiment adressent à diverses organisations des lettres décrivant les brimades dont ils sont victimes. Le CDA de Perpignan, reprenant ces témoignages, publie plusieurs tracts. Peu après, devant le caractère scandaleux des faits évoqués, de nombreuses organisations, le CDA, le GARM, la CFDT, les Jeunesses Socialistes, l'UNEF, Rouge, Révolution, le PSU, la Corpo des Etu-

dians, les Amis de Témoignage Chrétien, l'Ecole Emancipée, soutenues par la Ligue des Droits de l'Homme, constituent une commission d'enquête. Ce sont quelques-uns des résultats de cette enquête que nous publions ci-dessous. Edifiants.

Les antimilitaristes de Perpignan ont brisé le mur du silence d'une façon exemplaire. Une initiative à reprendre et amplifier partout où l'armée brime et réprime.

contre des manifestations de grévistes. Il est notamment interdit de tirer en l'air, par côté ou pas du tout (extrait du règlement). En cas de refus, le soldat risque le Tribunal Militaire (4 mois de forteresse minimum). (...)

APRES LA DISTRIBUTION DE LA LETTRE DES APPELES

Au mois de septembre, un certain nombre d'appelés ont envoyé une lettre au Comité de Défense des Appelés, afin qu'il dénonce publiquement toutes les brimades qu'ils subissaient. Le chapitre qui vient décrit les conditions de vie après la diffusion de cette lettre. (...)

Après la distribution de la lettre, le Général est venu. Aucun gradé n'a subi de sanction. Après le démenti du Colonel commandant le régiment, paru dans « l'Indépendant », trois soldats ont été punis : Thomas, Delombel et Feuillate. L'un pour avoir affiché un tract, les deux autres de complicité, pour l'avoir vu et ne pas l'avoir dénoncé. Leur « motif » leur valait le Tribunal Militaire avec 4 mois de prison et 2 de rab pour « atteinte au moral des troupes ». Par la suite, pour calmer les esprits, craignant une agitation des soldats, le Commandement a affaibli les peines : ils ont eu 15 jours de prison, ont été mutés, l'un à Nîmes, l'autre à Béziers et le dernier au camp du Larzac. (...)

ceinturon, les jambes pendantes, sous la pluie et durant toute la nuit. Ils n'ont été détachés, à 4 heures du matin, que lorsque l'un d'eux a menacé de porter plainte.

LA VIE QUOTIDIENNE

Une consultation, quelle qu'elle soit, à l'infirmerie ou chez le dentiste, entraîne automatiquement la suppression des permissions. (...)

Les balles à blanc sont dangereuses dans un rayon de 5 mètres si le fusil n'est pas muni d'un bouchon spécial. Dans le cadre d'un « bizutage » qui est une pratique courante, des appelés gradés tiraient avec un fusil mitraillette (sans bouchon) des balles à blanc dans les jambes des appelés. Au cours d'un repas, l'un d'eux a fait éclater une bouteille de vin entre les mains d'un soldat. (...)

Histoires du Sergent X :

Il veut faire sauter le quartier arabe de Perpignan. Il veut retourner au Tchad casser du Noir. Il raconte aussi qu'au Vietnam, ayant à sa charge 50 prisonniers, il les fait libérer. Au moment où ceux-ci s'en vont, ils sont mitraillés et massacrés.

L'Adjudant de la 1ère Compagnie se vante d'avoir utilisé la « gégène » en Algérie.

Z, appartenant à l'encadrement du peloton de la 12, est connu à Toulouse comme un dirigeant du service d'ordre d'Ordre Nouveau.

80 % de l'encadrement a « fait » l'Indochine et l'Algérie. Le reste a fait le Tchad. (...)

L'INSTRUCTION DES CLASSES

Au cours des exercices, les communistes sont toujours les ennemis. On apprend aussi à reconnaître les chars russes, alors qu'on ne parle pas des chars américains et à peine des chars français. (...)

En cas de conflit, le 24ème RIMA, qui appartient à la DOT, doit assurer la défense du pays et les « valeurs » de celui-ci. On explique aux soldats les peines encourues dans le cas où ils refuseraient de prêter main forte aux forces de l'ordre : police, CRS,

LES PELOTONS

Les pelotons forment l'encadrement. Le traitement que l'on fait subir aux futurs gradés a comme fonction de leur faire reproduire une attitude dure lors de la formation des appelés. C'est pourquoi les exemples les plus significatifs des mauvais traitements ont comme origine les divers pelotons. (Peloton de la 2 : peloton auquel participent les soldats rentrés en février.)



Cas N° 1 : Aux pelotons de la 2 et de la 8, au cours d'un exercice, on donne un message à un soldat qui doit le transmettre sans se faire prendre. S'il est pris, il est tabassé jusqu'à ce qu'il révèle le message. Au mois de septembre, un soldat a été torturé avec un fil de fer barbelé pour avouer le contenu du message. (...)

Cas N° 5 : Aux pelotons de la 2 et de la 6, le Lieutenant Y fait grimper les soldats en tenue de sortie à une corde de huit mètres pour chercher leur permission. De même, il arrive qu'on déchire les permissions devant les appelés ou bien qu'on les leur fasse déchirer eux-mêmes.

Cas N° 8 : Au peloton de la 10, des soldats, pour avoir, l'un fumé dans un camion, l'autre, parce qu'il avait perdu son fusil à la suite d'une marche de 35 km pendant laquelle il portait sur ses épaules un camarade épuisé, deux autres qui, n'ayant pas l'habitude, ont retourné la tête dans le champ de tir (ce qui constitue une faute !), ces soldats ont été attachés à un arbre avec un

1er mai

Les postiers CFDT d'Austerlitz refusent d'accepter la trêve, réaffirment l'ensemble de leurs revendications qui ne seront arrachées que par la lutte, appellent à manifester dans la rue pour le 1er Mai le matin à 10 h à la République et à rappeler leurs objectifs et leur volonté de lutte le soir à la Courneuve.

Nous apprenons également que les Services Santé Sociaux parisiens CFDT appellent à manifester le matin à la République et à se rassembler l'après-midi à la Courneuve.

La section syndicale CFDT de l'Institut Pasteur, réunie le 26 avril 1974, regrette que le traditionnel défilé unitaire du 1er mai soit transformé en meeting à La Courneuve, pense qu'un défilé unitaire n'aurait pu que renforcer et réaffirmer la détermination des travailleurs pour les revendications.

Paris 26 avril 1974

RECTIFICATIF

Nous avons publié dans le N° 4 du Quotidien Rouge, daté du 25 avril 74, l'information concernant la mort de F. Blemand, parachutiste du 3ème RCP de la caserne Viel à Toulouse. Nous insistions sur le fait que les causes de sa mort étaient tenues secrètes par l'autorité militaire. Un correspondant nous apprend qu'il n'y a pas eu volonté délibérée des autorités militaires de cacher les causes de cette mort. F. Blemand est mort subitement d'une méningite lymphocitaire, pour laquelle il était soigné à l'hôpital militaire Larrey à Toulouse. Ce qui est certain également, c'est que l'autorité militaire n'a pas mis plus de zèle que d'habitude pour donner ces informations : plusieurs jours après la mort de leur fils, les parents de F. Blemand ne savaient toujours pas comment et pourquoi. Mais plus généralement, c'est le problème de la médecine à l'armée qui est posé. Nous y reviendrons.

publicité

DEUX DOCUMENTS EXTRAORDINAIRES

confrontations



57.000 exemplaires vendus en 6 semaines

- «...Un livre dangereux...» LE CANARD ENCHAINE
- «...Tous ces scandales...» MINUTE
- «...Agents secrets et hommes politiques...» LE MONDE
- «...Un livre explosif...» LE PROGRES SOIR
- «...Quelques gros bonnets...» LE FIGARO
- «...Un dossier explosif...» LE NOUVEL OBSERVATEUR
- «...Lisez le livre d'Alain Jaubert...» LIBRE
- «...Explosif...» LIBERATION
- «...Toutes les combines...» POLITIQUE HEROD
- «...Payez-vous le bouquin...» CHARLIE HEROD
- «...Longue vie à Alain Jaubert...» LE QUOTIDIEN DE MEXICO

42.000 exemplaires vendus en 5 semaines

ITT et les nazis
...ITT et la corruption
...ITT et le chili
...ITT et watergate
...ITT et le chantage économique
...ITT et ses 1000 filiales dans le monde
...ITT en france...

UN DOCUMENT EXEMPLAIRE

histoire & actualité

ANTHONY SAMPSON



« J'accuse ITT... »

Salvador ALLENDE
ALAIN MOREAU

encore chaud



UNE ATTITUDE PRESIDENTIELLE

Georges Fillioud, porte-parole de François Mitterrand, a annoncé que le candidat de la gauche « ne participera à aucune des manifestations prévues pour le 1er mai ». Aucune explication n'est donnée. Une chose est sûre : ça ne ferait pas très sérieux pour un éventuel Président de participer à une vulgaire manif ouvrière.

CHABAN SOCIALISTE I

Décidément en perte de vitesse, Chaban-Delmas se démène comme un forcené pour « rattraper » Giscard, et multiplie les déclarations. Au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue à Paris, lundi 29 à midi, il a notamment déclaré qu'il était « l'homme du rassemblement, de la réconciliation, et le recours dans la situation actuelle pour éviter le péril qui menace le pays ». Prétendant éviter « l'affrontement entre la droite et la gauche », il a mis en garde les Français contre une élection de Mitterrand ou de Giscard d'Estaing qui amènerait « une nouvelle loi électorale dans laquelle la pro-

portionnelle jouera le plus grand rôle ». Il se déclare donc opposé à toute dissolution de l'Assemblée qui équivaudrait à un « retour à un régime d'assemblée avec des majorités fragiles, et ce, à la grande satisfaction des états-majors de partis, mais aux dépens de la France ».

Il a conclu en disant, une fois de plus, que le futur président devrait « faire évoluer les rapports sociaux, refuser la lutte des classes », et a dit sans sourire qu'il souhaitait « un socialisme à visage humain » ! C'est vraiment le début de la fin...

FRANCFORT : CONFERENCE CHILI

La Conférence européenne de Francfort sur le Chili s'est finalement tenue du 23 au 26 avril.

Nous avions proposé que cette rencontre entre les groupes révolutionnaires et les Comités Chili ait lieu sur des thèmes plus précis, préparée si possible par textes et surtout qu'elle soit suivie d'actions de masse communes (manifestations, meetings) qui concrétisent l'engagement internationaliste des différentes organisations.

Les organisations (italiennes notamment)

n'avaient retenu pour cette conférence que l'aspect de confrontation sur un thème aussi vaste que les leçons stratégiques pour l'Europe de l'expérience chilienne.

Cette confrontation s'est tenue, suite monotone, décevante, d'interventions des organisations au détriment de l'échange d'expériences sur le mouvement de masse qui s'est développé, au détriment de la dimension internationaliste et permanente du soutien.

Malgré l'affirmation du communiqué final que « cette conférence marquait un pas important dans la coordination de la gauche révolutionnaire européenne », nous ne pensons pas que la centralisation des actions de l'extrême-gauche européenne passe par de telles initiatives. Et essayer de faire cautionner un centre permanent de ces organisations par les Comités Chili ne pourra rien y changer.

En somme, une réunion qui avait le Chili pour prétexte, qui ne fait guère avancer le débat dans l'extrême-gauche européenne.

Rouge maintient ses propositions pour une initiative de masse européenne en juin qui puisse impulser le soutien international à la Résistance chilienne.

le quotidien ROUGE

10, impasse Guéméné PARIS 7504 272.88.96 272.68.82

L'AVENIR GRAPHIQUE

Le directeur de publication Daniel Bensard